

LES RÈGLES DE FOI TRÈS FERMÉES DE L'EUROCLUB (2/2)

Par Marc Sinnaeve

LES CONTREPARTIES ET LE LEITMOTIV DE LA DÉMOCRATIE

Quand les défauts initiaux majeurs de la construction de la monnaie unique sont apparus avec la spéculation financière sur les dettes publiques grecque, portugaise et irlandaise, en 2011, les dirigeants de celle-ci ont dû, bon gré mal gré, s'engager plus avant sur la voie d'une union politique, en termes de mutualisation des risques notamment. Même si cela a été « trop peu, trop tard », on a fini par créer des outils européens de prêts financiers, mutualisés et à taux réduits (FESF, puis MES). Ceci, en contrepartie de la mise en œuvre de plans d'austérité budgétaire et de compression salariale très stricts dans les pays placés sous assistance financière publique européenne.

Or, relève bien Guillaume Duval, les contreparties exigées des États en crise, leur encadrement par la fameuse Troïka, et leur pertinence ne sont soumis à aucun contrôle parlementaire, ou peu s'en faut. Dotés de pouvoirs d'exception, les délégués de la Troïka dans les capitales concernées par les prêts financiers rédigent littéralement, eux-mêmes, les textes de loi soumis (pour la forme) à l'approbation des parlements des États placés sous assistance financière. Au mépris des prescrits constitutionnels nationaux qui doivent céder le pas, en la matière, aux traités et pactes de stabilité budgétaire.

Ce renversement dans le contrôle démocratique renforce le risque que non seulement des technocrates, et non des politiques responsables, soient en charge de la gestion des programmes, mais aussi que cette gestion puisse être (et demeurer) économiquement inopérante, socialement insoutenable et politiquement opaque. Même si la chose est passée relativement inaperçue dans la presse, ce que la victoire de Syriza a justement remis au centre de l'attention publique en Grèce, et ce qui a fortement contribué à ce succès électoral, c'est la nécessité proclamée haut et fort de sortir de la crise du pays par la restauration d'une véritable démocratie, non seulement en Grèce, mais aussi en Europe... Le leitmotiv de la démocratie est

crucial pour comprendre pleinement le point de vue grec dans la négociation à Bruxelles.

L'optique d'Athènes est de refonder le cadre démocratique de la décision européenne en insistant sur l'importance que des problèmes nationaux, à l'intérieur de la zone euro, soient résolus désormais *en concertation* avec les autres pays, et plus *sur ordre* de ces pays. S'il y a consensus pour dégager un excédent budgétaire en Grèce, soutient Varoufakis dans l'actuel processus de négociation en cours, la manière concrète de le faire incombe aux seuls Grecs et à la seule validation démocratique du peuple grec. Cette liberté de manœuvre met en jeu rien moins que le type de « réformes structurelles » à mettre en œuvre dans le contexte économique du pays : réforme du marché de l'emploi, de la compétitivité nationale, de la sécurité sociale, de l'appareil d'État (version Troïka), ou réforme de la fiscalité, du salaire minimum, de l'investissement, de l'infrastructure économique (version Syriza) ?

C'est précisément cette marge que l'ordolibéralisme à l'œuvre tend à vouloir restreindre, en permanence, en assignant aux politiques économiques et sociales des États membres le même statut de « règles à suivre » que celui qu'incarnent les normes budgétaires.

LE CARCAN BUDGÉTAIRE ET LE MAQUIS INSTITUTIONNEL

Pour prix des premiers instruments financiers de solidarité européenne, le gouvernement allemand, principal prêteur européen, a obtenu de ses partenaires de pouvoir dresser un véritable « carcan budgétaire » dans l'espace européen. Il s'agit d'un ensemble de dispositifs contraignants (Two-pack, Six-Pack, TSCG) qui ont pour objet de renforcer la discipline budgétaire dans l'Union... Mais leur application sourcilieuse, pour ne pas dire monomaniaque ou sectaire, dictée par Berlin en période de stagnation de la croissance, empêche non seulement l'économie européenne de se redresser, mais elle dissuade aussi, politiquement, les dirigeants de la zone euro d'envisager d'autres formes de traitement de la crise. Ce qui revêt, donc, une portée bien plus large que la seule surveillance du niveau des comptes publics.

Certains, comme les représentants de la droite libérale ou conservatrice dure, se conforment par conviction à l'obsession allemande de l'ordre des comptes. D'autres, comme nombre de sociaux-démocrates, s'alignent pour draper leur position de faiblesse, leur « réalisme » ou leur manque de courage dans les habits des « contraintes de Bruxelles ». Les uns et les autres le font en exploitant le réseau particulièrement complexe et touffu des compétences partagées entre domaine national et concertation commune au sein de l'Union économique et monétaire. Dans ces zones d'ombre, l'incertitude institutionnelle s'est muée jusqu'ici, en stratégie du fait accompli au service des règles. Lesquelles se sont peu à peu étendues, dans la conception qu'il faut en avoir, de leur ordre budgétaire premier au périmètre

infiniment plus flou des « réformes structurelles » à mener sur les marchés de l'emploi et dans les systèmes de protection sociale nationaux. Domaines qui échappent, en théorie, à la compétence de l'Europe.

En février, Yanis Varoufakis et le gouvernement grec ont – en partie, au moins – fait tomber les masques en réussissant à rouvrir, aux forceps, leur espace de délibération et de décision économique domestique... Ils sont parvenus à dissocier, dans les termes utilisés de l'accord officiel, ce qui relève des engagements financiers, budgétaires et comptables d'Athènes auprès des institutions européennes, d'une part, et ce qui dépend de la conduite souveraine de la politique économique nationale, d'autre part. Ce n'est pas rien... Ils ont pour cela exploité les mêmes zones d'ombre ou de contradiction entre les textes fondateurs européens et les pratiques en vigueur sous égide ordolibérale. Leurs interlocuteurs ont fini par accepter la position d'Athènes... mais de très mauvaise grâce et en criant, eux, victoire.

Certes, l'effectivité de l'autonomie politique reconquise dépendra de la marge de manœuvre financière que voudront bien lui accorder ses bailleurs de fonds, conditions à la clé : c'est tout l'enjeu du deuxième tour de la négociation, au cours duquel l'orthodoxie ordolibérale entend bien « se refaire »...

Il n'en demeure pas moins que les Grecs ont décroché une première victoire dans la bataille des idées, dans le champ enfin désenclavé de la politique, dans le creuset même de ce qui fait la démocratie.

LA GOUVERNANCE EUROPÉENNE ET L'HIRONDELLE ATHÉNIENNE

L'enjeu, aujourd'hui, dépasse le cas grec. La présence de l'euro et l'absence d'union politique, note Michel Dévoluy, ont conduit les États membres à « *se lier les mains en adhérant à un ordolibéralisme radical où l'impératif des règles se substitue à l'exercice de la démocratie* ». De ce point de vue, on peut dire que le duo Tsipras-Varoufakis a mené un forcing autant pour rétablir la souveraineté de leur pays à la table de négociation européenne, que pour faire advenir, autour de celle-ci, un processus de débat et de décision plus libre, plus ouvert et plus transparent, en un mot, plus politique et moins réglementaire.

Car si la science économique, d'inspiration majoritairement orthodoxe (ou libérale), a réussi à dominer le monde, nous dit [la sociologue Mariana Heredia](#), c'est moins en raison d'une concertation entre « puissants » à l'échelle globale, ou de la seule hégémonie culturelle du capitalisme, que parce qu'elle est « imbriquée » dans des « dispositifs », c'est-à-dire dans une « technologie de gouvernement », selon le sens que donnent au terme de dispositifs les philosophes Michel Foucault ou Giorgio Agamben. En immergeant les populations d'Europe dans un ordre fait avant tout de règles et de mécanismes, le régime de la « gouvernance européenne » occulte toute

visée de sens et de dépassement possible dans le rapport que ces populations entretiennent au libéralisme économique en place.

Dans la période récente, effectivement, on constate que les élites politiques ont eu recours aux économistes de manière à ce que les discours et propositions de ceux-ci permettent d'effacer la frontière entre science et politique, faisant de l'économie un univers de « lois de nature » auquel on n'aurait d'autre choix que de se plier. Cette sacralisation de la chose économique a permis de transformer la perception générale de ce qui est, en fait, une crise de l'autorité politique en crise économique à régler par les experts.

De ce point de vue, la démocratie athénienne revitalisée n'est peut-être pas l'hirondelle qui annonce le printemps des peuples, mais au moins est-elle porteuse d'un vrai crédit politique, c'est-à-dire d'une vraie confiance, qu'elle tente d'essaimer au-delà d'elle-même.